

0.222 MALI

- 36 -

BCB/4

en	MD 7			a/a
Datum	16.3	16.3.		22.3.
Visa	10/3	7		7
1 5 MR7 1984				
0.222 Mali				

AIDE HUMANITAIRE

17 FEV. 1984

*Brille*  
*Eingangstempel*

Après avoir demandé au BCB en date du 4/11/83, de répondre négativement au Mali concernant sa demande d'aide alimentaire, l'aide humanitaire a finalement décidé d'octroyer via le canal du PAM, 5.000 t. de maïs au Mali, sans qu'il soit demandé au BCB de confirmer ou d'annoncer cette aide. D'autre part, le BCB reçoit toujours les avis d'aide en produits laitiers et en fromage fondu. Si la dotation modeste attribuée à la paroisse catholique de Baleko est conforme à la tradition, par contre la Croix-Rouge suisse a envoyé à la Croix-Rouge malienne, malgré l'avis négatif du Dr. Holzer, délégué de la Croix-Rouge suisse, 25 t. de produits en date du 27 octobre 83 et encore 20 t. en date du 28 décembre 1983. La Croix-Rouge malienne est un organisme dont la réputation a été plusieurs fois sujette à caution (leur réaction à ma demande d'information du 15/10/82 le confirme) et actuellement de hautes instances nationales aimeraient la réformer. La confiance n'exclu pas le contrôle, dit-on, la Croix-Rouge suisse et partant d'Aide humanitaire ont-elles des précisions sur la destination de ces produits?

Le bureau de coordination a déjà envoyé à l'aide humanitaire diverses correspondances relatives à la sécheresse au Mali et une fois de plus, il est nécessaire d'insister sur la complémentarité coopération technique-aide humanitaire. Depuis le début de décembre 1983 une coopérante est affectée en pleine zone sahélienne, à Niafunké. Sociologue expérimentée, spécialiste des questions sahéliennes, cette personne insiste également pour que la division de l'aide humanitaire reconsidère ses critères d'attribution dans l'optique d'une aide alimentaire type "food for work" en complément des efforts propres des personnes assistées permettant la mise en place de mécanismes favorisant l'autosuffisance alimentaire, avec ou sans l'aide de la coopération technique. Prenons un cas concret, celui du village de Dofana, Cercle de Niafunké, 6e Région du Mali. Dofana est le nom administratif qui situe la fraction nomade Tamacheq Edouarack qui a décidé de se fixer définitivement à cet endroit le 24 juillet 1982. Eleveurs de traditions, les 82 familles de la fraction ont décidé de devenir cultivateurs en mettant en valeur une petite plaine non exploitée de 300 ha. environ pour la culture du riz. Cette plaine doit être aménagée, c'est-à-dire la première opération consiste à creuser à la main un canal (deux mètres de large, un mètre de profondeur) sur une distance d'environ 7 km. Ce travail doit être terminé avant la prochaine crue du fleuve Niger, soit au plus tard en juillet, mais pour que cette activité puisse être menée à bien, il faut une alimentation suffisante pour les villageois (et leurs familles) qui se relaient au creusement. Le "food for work" trouve ici une pleine application, mais les rations du PAM, nutritionnellement équilibrées ne correspondent pas vraiment aux habitudes alimentaires et ne suffisent pas à nourrir la




famille (5-6 personnes) du travailleur pendant un mois. Le village a vendu une partie du troupeau pour acheter des céréales, souvent dans le sud du pays, acheter des aliments pour le bétail, payer le puisatier pour creuser le puit du village et acheter des semences pour la prochaine campagne.

Mohamed Ag Ahmed a pris en cette année particulièrement difficile (la crue du fleuve a été la plus faible depuis le début du siècle et la région de Tombouctou n'a reçu que 73 mm. de pluie contre environ 300 les années normales) des risques en demandant aux familles du village de ne pas partir en transhumance vers le sud, mais de rester pour contribuer à la fixation de la fraction, ce qui peut être une décision lourde de conséquence si la plaine n'est pas aménagée afin de permettre une récolte à fin 1984, et pour mettre toutes les chances de leur côté, il faut un coup de pouce de l'extérieur. C'est dans cette optique que doit s'orienter principalement l'aide humanitaire, vers un appui aux efforts propres. Que faudrait-il alors pour un village comme Dofana, qui n'est pas encore au stade d'une aide alimentaire pour la survie. Dofana demande des prêts de petit équipement (pelles, pioches, etc.) ce qui a pu être fait sur le crédit coopération technique, une recherche de débouchés pour l'artisanat des femmes (Magasin du Monde et Caritas ont été contactés), des compléments alimentaires (maïs oublé, lait, viande séchée) attribués selon le principe du "food for work" et un fond d'achat pour le bétail garantissant un prix rémunérateur. Ce bétail sera ensuite transformé en viande séchée (la spécialité des Tamacheq) et stockée ou distribuée aux cantines scolaires et même dans le cadre de l'aide alimentaire selon le principe énoncé ci-dessus. Les gens ont encore la force de tenir "la canne à pêche", pour paraphraser Mère Thérèse, et nous devons seulement prêter la canne et fournir le fil.

*Bagnard / Coordonnateur  
Bamako*

+ chef du village

*(Faint mirrored text from the reverse side of the page, including phrases like "l'aide humanitaire", "selon le principe du 'food for work'", and "Bagnard / Coordonnateur Bamako")*